



PROCES VERBAL DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MARDI 27 JUIN 2017**

CONVOCATION

Le 20 juin 2017, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le mardi 27 juin 2017 à 18 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Approbation du PV de la réunion du 23 mai 2017

1 - Finances

- 1-1 - Réhabilitation de l'école maternelle - Demande de subvention départementale 2017
- 1-2 - Tarifs péri et extra scolaires 2017/2018
- 1-3 - Rétrocession d'une concession de cimetière perpétuelle
- 1-4 - Convention avec l'Office de Tourisme « Provence Verte » pour la vente de billetterie pour le spectacle d'opéra « La Chauve Souris »

2 - Sécurité

- 2-1 - Création d'une Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC)
- 2-2 - Approbation du Plan Communal de Sauvegarde

3 - Personnel communal

- 3-1 - Création d'un emploi contractuel saisonnier à mi-temps pour le service de cantine du Centre de Loisirs
- 3-2 - Modification de la rémunération des contractuels en Contrat d'Engagement Educatif pour le Centre de Loisirs - Eté 2017
- 3-3 - Mise en œuvre du Régime Indemnitaire du personnel communal tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) avec l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E.) et le Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.). - Suppression du régime indemnitaire actuel.

4 - Environnement

- 4-1 - Installation de ruches sur le Domaine Communal de Châteaurenard - Approbation de la convention avec l'Apiculteur
- 4-2 - Installation d'un panneau d'informations communal sur le parking de la Coopérative Vinicole - Convention d'occupation du domaine privé

5 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

6 - Questions écrites

7 - Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le mardi 27 juin 2017, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - DEBAQUE Christian - VERDON Pierre - RIHAL Pascale -CEMBRANI Romain - MUNIER Denise - COLLAINÉ Olivier - LANGE Gaby - GAQUIERE Ingrid - BOSSUGE Brigitte - LEBERQUIER Céline - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : MM. INGRASSIA Patricia (pouvoir donné à Jacqueline TURINELLI) - GAUTIER Rémi (pouvoir donné à Xavier GIRAUD) - PASQUET Annette - NAL André (pouvoir donné à Jean CULINATI) - REES Pénélope - VERLAQUE Marie-Thérèse (pouvoir à Brigitte BOSSUGE) - BOULE AMPHOUX Isabelle (pouvoir à Julie BREBAN) - COEURDEUIL Yves (procuration donnée à Gaby LANGE) - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles.

soit 17 présents et 10 absents excusés dont 6 ayant donné pouvoir, soit 23 votants.

A noter qu'après la délibération relative à l'approbation du Plan Communal de Sauvegarde, M. KINET a quitté la table de délibération.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Jacqueline TURINELLI, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, DGS.

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 23 mai 2017.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 23 mai 2017,

A l'unanimité moins un CONTRE : M. COEURDEUIL qui déclare, par l'intermédiaire de M. Gaby LANGE, à qui il a donné pouvoir :

« Lors du dernier Conseil Municipal, j'ai posé certaines questions qui allaient bien au-delà de simples « ... précisions sur le fonctionnement et l'organisation du service urbanisme... » en abordant la question précise de la légalité du traitement de certains dossiers, le mot légalité est utilisé ici à bon escient. Je ne vois pas en quoi et de quelle autorité Monsieur Kinet a cru pouvoir se substituer à moi pour poser des questions dont il ignorait même la teneur. De sorte que les réponses apportées ne peuvent en rien concerner le fond du problème soulevé.

Je défendrai toujours la stricte égalité de traitement entre TOUS les administrés, ainsi que l'usage de leurs impôts. De nouvelles procédures se profilent, qui risquent d'être longues et coûteuses, au cours desquelles les responsables seront nommément désignés. J'ai tenté d'éviter cette issue par une alerte, qui semble-t-il, n'a pas été entendue.

De même, je refuserai toujours la politique de la « poussière sous le tapis » et du « circulez, il n'y a rien à voir ! »

APPROUVE ce document.

1 - Finances

1-1 - Réhabilitation de l'école maternelle - Demande de subvention départementale 2017

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le Bureau d'Etudes « ARC'H », chargé de dresser un diagnostic complet des travaux à entreprendre pour la réhabilitation et la mise aux normes de l'Ecole Maternelle des Grandes Aires, lui a remis le résultat de ses investigations.

Les travaux consistent à régler les problèmes d'étanchéité des bâtiments et à procéder aux investissements nécessaires dans la perspective de la transition énergétique et de la mise aux normes (sécurisation, accessibilité et électricité).

Le montant de l'estimation H.T. des travaux s'élève à :

- Etanchéité des bâtiments.....	68.800 €
- étanchéité et surchauffe de la verrière du hall.....	53.800 €
- étanchéité de la toiture-terrasse côté est.....	15.000 €
- Amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments.....	115.580 €
- ouvertures.....	63.380 €
- façades.....	43.200 €
- toitures.....	9.000 €
- Mise aux normes du logement de fonction.....	73.300 €
- réaménagement du logement en salle du personnel.....	59.800 €
- mise aux normes de l'escalier.....	13.500 €
SOUS TOTAL H.T (travaux).....	257.680 €
- Honoraires et divers.....	26.037 €

TOTAL H.T.....283.717 €

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter l'aide financière du Département au titre de la dotation 2017 et ce à hauteur de 150.000 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL

SOLLICITE l'aide financière du Département dans le cadre de l'enveloppe budgétaire du Programme 2017 d'aide aux Communes

PRECISE que le montant de l'autofinancement communal (y compris la TVA) est inscrit au budget communal 2017 (chapitres 20 et 23).

ARRETE le plan de financement prévisionnel des opérations comme suit :

- DETR (20 %)	56.745 €
- Département (dotation 2017)	150.000 €
- Autofinancement	76.972 €
TOTAL HT	283.717 €

1-2 - Tarifs péri et extra scolaires 2017/2018

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que les tarifs relatifs aux prestations périscolaires et extra scolaires ont été instaurés par délibération du 13 mai 2015.

Il propose à l'assemblée délibérante les nouveaux tarifs 2017/2018 proposés par la Commission « Affaires scolaires - Enfance - Jeunesse » pour les diverses interventions de la Commune dans le cadre de l'Enfance, soit : la garderie municipale, la pause méridienne (repas à la cantine), le centre de loisirs du mercredi et des vacances, les inscriptions aux NAPS.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur les nouveaux tarifs proposés.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE les nouveaux tarifs périscolaires et extra scolaires tels que proposés par la Commission « Affaires scolaires - Enfance - Jeunesse » (ci-annexés),

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour leur mise en application à compter de la rentrée scolaire 2017/2018.

1-3 - Rétrocession d'une concession de cimetière perpétuelle

Monsieur le Maire indique à l'assemblée délibérante que le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit, dans son article L 2122-22 alinéa 8, que, par délégation du Conseil Municipal, il peut prononcer la délivrance et la reprise des concessions de cimetières.

Par délibération n° 2014-025 du 24 avril 2014, le Conseil Municipal a autorisé M. le Maire à exercer cette faculté.

La doctrine et la jurisprudence ont admis que seul le fondateur de la sépulture peut rétrocéder à la Commune, qui n'est pas obligée de l'accepter, la concession vide de tout corps.

Il est par conséquent proposé au Conseil Municipal d'approuver le principe de rétrocession à la Commune des concessions de cimetière perpétuelles dont les bénéficiaires n'ont plus usage et de les transformer en concessions trentenaires, seule durée de concession existante à ce jour.

Il est également proposé à l'assemblée délibérante la formule de calcul ci-après pour déterminer le montant du remboursement à verser aux propriétaires :

- 1/3 du montant du prix payé à l'acquisition reversé par la Commune au CCAS : non remboursable
- les frais de timbres et d'enregistrement : non remboursables
- 2/3 du montant du prix payé à l'acquisition à rembourser après avoir défalqué une somme pour le temps de mise à disposition en prenant pour base de calcul une durée de 30 ans.

Si un caveau vide existe sur la concession, il devra être enlevé par les propriétaires sous un délai qui leur sera communiqué et à leurs frais ou pourra être revendu par eux au nouvel acquéreur de la concession sans aucune spéculation sur le prix de la concession.

M. KINÉ, considérant que les cimetières arrivent bientôt à saturation, propose que la durée des concessions soit ramenée à 10 ans. Il demande qu'une étude soit menée en ce sens.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
A l'unanimité,

ACCEPTE la rétrocession à la Commune des concessions de cimetière perpétuelles dont les bénéficiaires n'ont plus usage

APPROUVE les critères de remboursement énoncés par M. le Maire,

DEMANDE à Monsieur le Maire de vérifier que cette opération n'est pas faite dans un but de spéculation dans le cas où un caveau vide de corps existe sur la concession

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder aux démarches nécessaires pour les rétrocessions de concession dans le cas de concession perpétuelle,

INDIQUE que la concession rétrocédée sera revendue comme concession trentenaire comme toutes les concessions actuellement vendues dans les cimetières communaux.

1-4 - Convention avec l'Office de Tourisme « Provence Verte » pour la vente de billetterie pour le spectacle d'opéra « La Chauve Souris »

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est envisagé par la Commission « Culture » de confier la vente d'une partie des billets d'entrée pour le spectacle « Opéra » de juillet 2017 (LA CHAUVE SOURIS) à l'Office du Tourisme de la Provence Verte afin d'en assurer une plus large publicité.

Il donne la parole à Mme Pascale RIHAL, Conseillère Municipale intervenant suite au pouvoir reçu de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture ; Mme RIHAL fait part à l'assemblée délibérante du projet de convention à signer entre la Commune et l'Office de Tourisme de la Provence Verte pour la mise en œuvre de cette procédure.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme RIHAL,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE la convention à signer entre la Commune et l'Office de Tourisme de la Provence Verte pour la mise en œuvre d'une billetterie pour la vente d'une partie (50) des billets d'entrée pour le spectacle « Opéra » de juillet 2017 (LA CHAUVE SOURIS).

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.

2 - Sécurité

2-1 - Création d'une Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC)

Monsieur le Maire donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité et rapporteur du dossier sur la création de la Réserve Communale de Sécurité Civile (R.C.S.C.)

M. Xavier GIRAUD indique à l'assemblée délibérante que l'autorité communale joue un rôle essentiel dans l'information, l'alerte de la population, la prévention des risques, l'appui à la gestion de crise, le soutien aux sinistrés et le rétablissement des conditions nécessaires à une vie normale.

Il informe le Conseil Municipal que la constitution d'une Réserve Communale de Sécurité Civile permet un engagement citoyen responsable pour soutenir l'action des secouristes et des pompiers en les dégageant de certaines missions élémentaires pour mieux leur permettre de se consacrer aux missions complexes, urgentes et dangereuses.

Il précise que le Comité Communal des Feux de Forêt sera intégré à la Réserve Communale de Sécurité Civile et en constituera une cellule opérationnelle spécialisée.

Il ajoute que, conformément aux textes en vigueur, Monsieur le Maire assurera la présidence de la Réserve Communale de Sécurité Civile et désignera au sein des membres de la Réserve un Président Délégué qui en coordonnera l'action.

Il propose au Conseil Municipal de bien vouloir accepter de créer la R.C.S.C.

M. KINET demande sous quelle forme est prévue la diffusion du recrutement pour intégrer la R.C.S.C.
M. GIRAUD répond qu'il s'agit pour l'instant de se prononcer sur la création de la Réserve. Il procédera ensuite aux démarches nécessaires à la publicité du recrutement.

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU l'article L.1424-8-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L.724-1 à L.724-14 du Code de la Sécurité Intérieure,

VU le Code de la Défense et notamment ses articles L.2171-1 à L.2171-7,

VU la Circulaire du 12 août 2005 relative aux Réserves Communales de Sécurité Civile,

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

CREE la Réserve Communale de Sécurité Civile de LE VAL,

DIT que ses missions et son organisation seront fixées par arrêté municipal

2-2 - Approbation du Plan Communal de Sauvegarde

Monsieur le Maire rappelle à son Conseil Municipal que la loi du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, et son décret d'application du 13 septembre 2005, vient renforcer et préciser le rôle du Maire en cas de crise majeure et rend obligatoire l'élaboration d'un Plan Communal de Sauvegarde (P.C.S.).

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité, qui indique que le P.C.S. :

- regroupe l'ensemble des documents de compétence communale contribuant à l'information préventive et à la protection de la population,
- détermine, en fonction des risques connus, les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes,
- fixe l'organisation nécessaire à la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité,
- recense les moyens disponibles
- définit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien de la population.

M. GIRAUD rappelle que le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) a été validé par délibération du 14 septembre 2016, distribué à tous les habitants, tenu à la disposition du public en Mairie et mis en ligne sur le site officiel de la Commune.

Il présente le Plan Communal de Sauvegarde au Conseil Municipal et lui demande de bien vouloir l'approuver.

Il indique également qu'un exercice a été organisé en mairie le 7 avril 2017, avec la collaboration d'une représentante de PREDICT. L'objectif était de tester les réactions des élus face à un scénario de déclenchement du PCS lors d'un événement « inondation ».

M. LANGE rappelle que des exercices devaient être organisés pour la manipulation des talkies-walkies et demande à quelle date ils sont prévus.
M. GIRAUD indique que ces exercices ont eu lieu avec les membres du CGFP.
M. KINET demande pourquoi il n'est pas prévu de fonctionnaires dans les membres des cellules du PCS. Les agents sont-ils même de savoir où se trouvent le matériel et autres que les élus.
M. GIRAUD rappelle que la rôle de chaque chef de cellule est de savoir comment gérer ses actions. Ils savent donc où trouver les clés des locaux, le matériel nécessaire, les coordonnées des personnes à mobiliser, etc. Il est bien indiqué dans le document que les agents communaux et la Police Municipale font partie des cellules. Personne n'est nommément citée, seule la fonction apparaît.
M. KINET souligne que les cellules du PCS ne sont composées que d'élus de la majorité et qu'il s'abstiendra donc lors du vote d'approbation, vu qu'il n'y a pas eu d'appel ouvert à candidature.
M. GIRAUD rappelle que tous les Conseillers Municipaux ont été invités à l'exercice « inondation » et qu'en dehors des membres du PCS seuls 2 conseillers se sont présentés. Il indique que chacun peut participer aux cellules comme cela est indiqué dans le PCS. Il souligne aussi que durant toute la période où un travail de préparation a été mené en amont pour la rédaction du document, donc depuis 2 ans, il a reçu très peu de réponses des conseillers.
M. KINET note que qu'il avait envoyé un dossier à M. GIRAUD au début de ce travail de préparation et que celui-ci n'a pas été pris en compte.
M. GIRAUD répond que le dossier reçu n'était pas exploitable.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité,
Après avoir pris connaissance du Plan Communal de Sauvegarde,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité moins une abstention : M. KINET,

APPROUVE le Plan Communal de Sauvegarde tel que présenté,

INDIQUE qu'il sera consultable en Mairie et sur le site officiel de la Commune,

PRECISE que, conformément à l'article L 2212 relatif aux pouvoirs de police du Maire, le P.C.S. fera l'objet d'un arrêté municipal pour son entrée en vigueur.

M. KINET prend la parole pour proclamer qu'il est solidaire avec Mme PASQUET pour le maintien de la semaine d'école à 4 jours et demi et qu'il conteste la décision arbitraire de M. le Maire de revenir à 4 jours. Il annonce quitter la table des délibérations et rester dans le public pour assister aux débats en qualité d'auditeur.

3 - Personnel communal

3-1 - Création d'un emploi contractuel saisonnier à mi-temps pour le service de cantine du Centre de Loisirs

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que le service de cantine municipale a besoin d'être complété durant la période d'ouverture du Centre de Loisirs, soit du 10 juillet au 11 août 2017.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal.

M. DEBAQUE indique qu'en effet le service de cantine municipale, qui est chargé de préparer les repas pour les enfants inscrits au Centre de Loisirs ouvert du 10 juillet au 11 août 2017, doit être complété par un emploi à mi-temps afin d'assurer son fonctionnement de façon optimum
Il propose donc au Conseil Municipal de se prononcer sur cette demande.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment l'article 3, alinéa 2,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter temporairement un agent contractuel pour participer au service de cantine du Centre de Loisirs, vu l'accroissement saisonnier d'activité avéré,

Vu le rapport de M. Christian DEBAQUE, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE :

- de recruter un agent non titulaire, pour la période du 10 juillet au 11 août 2017 inclus, sur le grade d'Adjoint Technique, pour une durée hebdomadaire de service de 17h30 (mi-temps).
- de fixer la rémunération de l'agent par référence à l'indice brut 347

S'ENGAGE à inscrire les crédits correspondants au budget,

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer les formalités de recrutement de l'agent et à conclure le contrat d'engagement correspondant ainsi que toute pièce utile relative à ce dossier.

3-2 - Modification de la rémunération des contractuels en Contrat d'Engagement Educatif pour le Centre de Loisirs - Eté 2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que, par délibération du 22 juin 2015, il a été autorisé par le Conseil Municipal d'une part à recruter autant que de besoin des animateurs de loisirs sous contrat d'Engagement Educatif pour l'ALSH « Le Petit Baou » et d'autre part à fixer leur rémunération de la façon suivante :

➤ Animateur BAFD forfait journalier :	57,75 € brut
➤ Animateur BAFA forfait journalier :	50,00 € brut
➤ Stagiaire BAFA : forfait journalier de	39,50 € brut
➤ Autres animateurs : forfait journalier	39,50 € brut
➤ Forfait veillée de 19 h 00 à 23 h 00 :	15,00 € brut
➤ Forfait nuitée pour les camps :	25 € brut par nuit de 22h00 à 7h00

Il indique que Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée au Service « Enfance-Jeunesse », souhaite que ce barème soit modifié après avis favorable de sa Commission.

Le nouveau barème de rémunération proposé est le suivant :

➤ Animateur BAFD forfait journalier :	suppression
➤ Animateur BAFA forfait journalier :	70,00 € brut
➤ Stagiaire BAFA : forfait journalier de	suppression
➤ Autres animateurs : forfait journalier	50,00 € brut
➤ Forfait veillée de 19 h 00 à 23 h 00 :	30,00 € brut
➤ Forfait nuitée pour les camps :	25 € brut par nuit de 22h00 à 7h00

Il demande à l'assemblée de bien vouloir se prononcer sur ce projet de modification des rémunérations des animateurs du Centre de Loisirs « Le Petit Baou ».

M. VERDON considère que l'augmentation est exagérée par rapport aux barèmes à l'échelon national. Il trouve surprenant cette augmentation de 40 à 50 %.

M. STRAUD indique que les barèmes du VAL sont inférieurs à ceux de certaines communes proches comme Cotignac et Montfort par exemple. Il précise que cette rémunération basse n'attire pas les candidats. Il attire aussi l'attention sur les horaires journaliers des animateurs qui travaillent 40 heures par semaine avec de grandes responsabilités, puisque encadrant des enfants souvent jeunes, et ce pour un salaire d'environ 100 € seulement.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. VERDON,

ACCEPTE de modifier le barème de rémunération des animateurs du Centre de Loisirs et de le fixer comme suit :

> Animateur BAFA forfait journalier :	70,00 € brut
> Autres animateurs : forfait journalier	50,00 € brut
> Forfait veillée de 19 h 00 à 23 h 00 :	30,00 € brut
> Forfait nuitée pour les camps :	25 € brut par nuit de 22h00 à 7h00

AUTORISE Monsieur le Maire à appliquer ces tarifs

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal (chapitre 012).

3-3 - Mise en œuvre du Régime Indemnitare du personnel communal tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) avec l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E.) et le Complément Indemnitare Annuel (C.I.A.). - Suppression du régime indemnitare actuel.

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal qui expose que :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitare tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitare tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 03 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 03 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014

Vu l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres des corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du Ministre de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'Etat rattachés au Ministre de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'Intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 22 décembre 2015 portant application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application aux agents du corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 12 février 2016 modifiant l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'avis du comité technique en date du 26 juin 2017,

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités, il est proposé à l'assemblée délibérante d'instituer comme suit la mise en œuvre du RIFSEEP :

Considérant que le nouveau régime indemnitaire tient compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) et qu'il est composé de deux parties :

- Une part fixe : l'indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire;
-
- Une part variable : le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA). Cette indemnité complémentaire n'est pas obligatoire.

L'IFSE et le CIA sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature mais ils sont cumulables avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées,
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat,
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail,
- Les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou jours fériés,
- Les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail,
- La prime de fin d'année
- La NBI (nouvelle bonification indiciaire),

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante d'instituer selon les modalités ci-après et, dans la limite des textes applicables la Fonction Publique de l'Etat, le RIFSEEP,

I. Mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)

Article 1 - Le principe :

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle. Elle est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Article 2 - Les bénéficiaires :

L'IFSE s'adresse aux agents titulaires, stagiaires, à temps complet, temps partiel et à temps non complet de la Collectivité.

Dans notre Commune les cadres d'emplois concernés sont : attachés territoriaux, rédacteurs territoriaux, adjoints administratifs territoriaux, ATSEM, adjoints territoriaux d'animation et du patrimoine.

Au plus tard au 1^{er} janvier 2018, pour les autres cadres d'emplois au fur et à mesure de la parution des arrêtés ministériels des corps de référence de l'Etat (ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise, adjoints techniques...) sauf pour ceux dont le corps de référence ne bénéficie pas du RIFSEEP.

L'IFSE devra garantir le maintien des montants individuels attribués à chaque bénéficiaire du régime indemnitaire antérieur.

Article 3 - La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part de l'IFSE correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrements, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel

Le tableau d'IFSE proposé au vote du Conseil Municipal figure en annexe.

Article 4 - Le réexamen du montant de l'IFSE :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion

Article 5 - Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE :

Comme c'était déjà le cas avec, le régime indemnitaire précédent, l'IFSE sera diminuée à raison de 1/30^{ème} dès le 1^{er} jour de maladie ordinaire, longue maladie, maladie de longue durée à l'exception des congés annuels, congés de maternité, de paternité et d'accueil ou d'adoption d'enfant, des accidents de travail.

En outre, l'IFSE pourra être diminuée ou supprimée en cas de sanction disciplinaire par voie d'arrêt individuel.

Article 6 - Périodicité de versement de l'IFSE :

L'IFSE sera versée mensuellement. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Article 7 - Clause de revalorisation :

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

II. Mise en place du complément indemnitaire annuel (CIA)

Article 1 - Le principe :

Le CIA est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir

Article 2 - Les bénéficiaires :

Comme l'IFSE, le CIA s'adresse aux agents titulaires, stagiaires, à temps complet, temps partiel et à temps non complet de la Collectivité.

Les cadres d'emplois sont les mêmes que ceux concernés par l'IFSE : attachés territoriaux, rédacteurs territoriaux, adjoints administratifs territoriaux, ATSEM, adjoints territoriaux d'animation et du patrimoine.

Article 3 - La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Selon la même détermination des groupes de fonctions et des montants maxima défini à l'article 2 et 3 relatifs aux modalités applicables à l'IFSE, chaque part du CIA correspond à un montant fixé dans la limite des plafonds déterminés et applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Chaque cadre d'emplois relevant des filières administratives, médico-sociale, animation, est réparti en groupes de fonctions selon la catégorie A, B ou C dont les plafonds figurent en annexe.

Article 4 - Les modalités de maintien ou de suppression du CIA :

Le versement du CIA sera conditionné cumulativement par les impératifs budgétaires et les résultats de l'entretien professionnel.

Comme c'était déjà le cas avec le régime indemnitaire précédent, le CIA sera diminuée à raison de 1/30^{ème} dès le 1^{er} jour de maladie ordinaire, longue maladie, maladie de longue durée à l'exception des congés annuels, congés de maternité, de paternité et d'accueil ou d'adoption d'enfant, des accidents de travail.

En outre, le CIA pourra être diminué ou supprimé par arrêté individuel en cas de sanction disciplinaire.

Article 5 - Périodicité de versement du CIA :

Le Complément Indemnitaire Annuel fera l'objet d'un versement mensuel et ne sera pas automatiquement reconductible d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail et sera modulable en fonction de la manière de servir et des objectifs réalisés et actés lors des entretiens d'évaluation.

Article 6 - Clause de revalorisation :

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE d'instituer, selon les modalités ci-dessus exposées, conformément au tableau figurant en annexe et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) ainsi que le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) aux agents titulaires, stagiaires à temps complet, non complet et à temps partiel de la Commune, relevant des cadres d'emplois suivants :

- Attachés territoriaux
- Rédacteurs territoriaux
- Adjoints administratifs territoriaux
- ATSEM
- Adjoints territoriaux d'animation,
- Adjoints territoriaux du patrimoine

AUTORISE Monsieur le Maire à fixer les montants individuels selon les critères définis ci-dessus dans la limite du crédit global ainsi que des plafonds et des coefficients de modulation individuelle maxima déterminés par la réglementation.

INDIQUE que les crédits nécessaires sont prévus au budget, chapitre 012.

PRECISE que la présente délibération prendra effet à compter du 01/07/2017.

4 - Environnement

4-1 - Installation de ruches sur le Domaine Communal de Châteaurenard - Approbation de la convention avec l'Apiculteur

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 23 mai 2017, la proposition d'installer des ruches sur le Domaine communal de Châteaurenard a été acceptée à l'unanimité.

Il a été alors demandé que le projet de convention avec l'apiculteur présenté soit étudié par les commissions communales concernées avant d'être une nouvelle fois soumise au Conseil Municipal pour approbation définitive.

Il donne lecture à l'assemblée du texte de la convention et demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la convention à signer entre la Commune et M. BRACCHI, Apiculteur, pour l'installation de ruches sur le domaine communal de Châteaurenard,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention et à procéder à toutes les démarches nécessaires à son application.

4-2 - Installation d'un panneau d'informations communal sur le parking de la Coopérative Vinicole - Convention d'occupation du domaine privé

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de renvoyer cette affaire à la prochaine réunion vu qu'un renseignement manque dans le dossier à savoir qui sera le propriétaire du panneau : la Société de Publicité (simple mise à disposition du matériel) ou la Commune.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le renvoi de ce dossier.

5 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 23 mai 2017, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations.

N° 18/2017 26/05/2017	Acceptation du contrat pour le suivi archéologique des travaux de restauration de la Chapelle Notre Dame de Pitié - INRAP	12.524,60 € HT
N° 19/2017 27/06/2017	Spectacle pyrotechnique - BUGAT	3.000,00 € HT

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 23 mai 2017, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

6 - Questions écrites

NEANT

7 - Questions orales

M. CORBUREUIL a demandé à M. LANGE, à qui il a donné pouvoir, de faire part à l'assemblée d'une remarque à propos du message déroulant sur les panneaux lumineux :

« Si l'acquisition et l'installation de cette information en continu est une excellente chose, les panneaux étant eux-mêmes de belle facture, je désire attirer l'attention des chargés de communication et du suivi de l'actualisation des textes sur un des éléments essentiels d'une bonne communication dans la langue de Molière (de mon point de vue) la plus belle du monde, c'est le respect de celle-ci (cf. Bescherelle, Grévisse et site de l'Académie Française).

Est-il possible d'admettre que l'on dit et écrit : « avec le Maire du Havre (c'est comme ça qu'on dit dans le poème depuis qu'il est 1^{er} Ministre), nous avons assisté aux 24 H du Mans puis visité le circuit du Castellet avant de découvrir les fontaines du Val ». A moins qu'on ne préfère : « avec le Maire de Le Havre... Les 24 H de Le Mans, le circuit de Le Castellet... les fontaines de Le Val ».

Péché 42 : la prochaine fois que vous mangerez des rillettes...

sur le panneau on peut lire : BIENVENUE A LE VAL !

Ce n'est pas parce que la façade de la coopérative comporte une coquille (qui en fait sourire plus d'un) qu'on doit persister.

On peut préférer : soit « BIENVENUE AU VAL ! » soit « LE VAL VOUS SOUHAITE LA BIENVENUE ! ».

LA SEANCE EST LEVEE A 20h00.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

Jacqueline TURINELLI



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER



